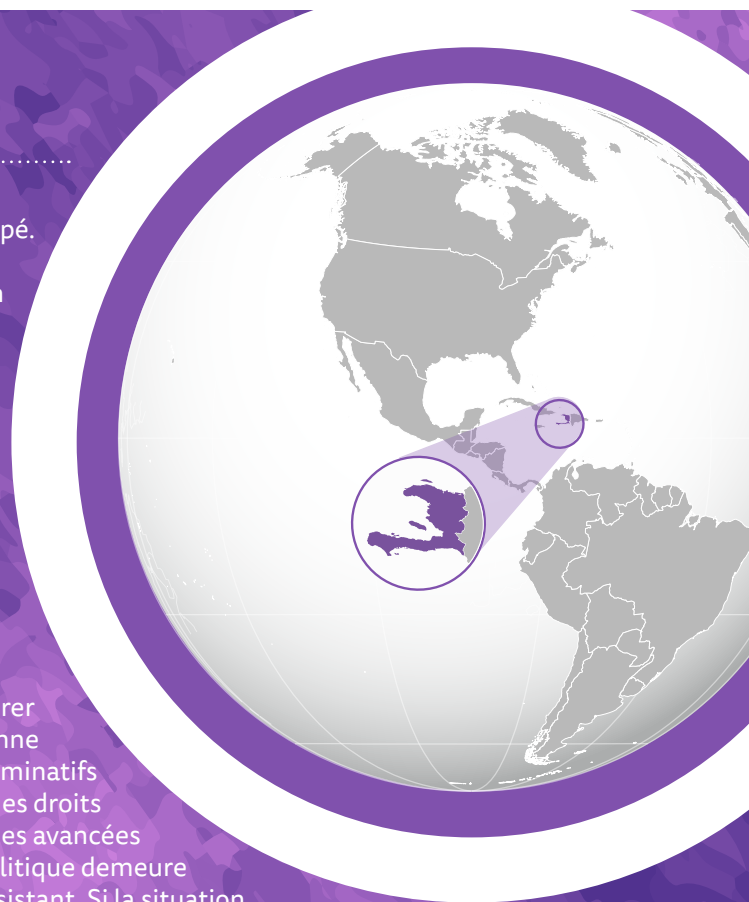


République d'Haïti

Le secteur de la pêche en Haïti est relativement sous-développé. Les femmes y apportent une contribution majeure, quoique souvent sous-estimée, principalement dans la transformation et la vente du poisson (on les appelle alors *machanns*, dames du marché, ou *madan saras*, marchandes ambulantes). Au-delà de cette contribution, les femmes investissent dans les activités de pêche, aident à la préparation des sorties de pêche, fabriquent et entretiennent le matériel de pêche, inventent des méthodes innovantes de transformation et de stockage des denrées alimentaires, participent aux activités de prélèvement à terre, créent de nouvelles sources de revenus et contribuent de plus en plus aux associations de pêcheurs.

Haïti jouit d'une situation unique dans les Caraïbes : le pays dispose de structures de niveau ministériel chargées d'améliorer la condition et les droits des femmes, et la constitution haïtienne impose un quota de 30 % de femmes aux postes électifs et nominatifs au niveau national. Les organisations locales et les militants des droits des femmes, qui plaident pour l'égalité de genre, ont obtenu des avancées considérables. Néanmoins, la participation des femmes en politique demeure limitée et la violence de genre reste un problème grave et persistant. Si la situation ne progresse guère, c'est aussi en raison de l'instabilité sociopolitique chronique et de la vulnérabilité élevée d'Haïti face aux catastrophes naturelles. Il est important de noter que la dégradation de la situation sécuritaire se manifeste différemment dans les zones urbaines et les zones rurales, les problèmes se concentrant en majorité dans les centres urbains et les communautés de pêcheurs situées dans des zones à prédominance rurale.

La présente fiche brosse un tableau d'ensemble du rôle de la filière des produits de la mer en Haïti, une attention particulière étant accordée à la dimension de genre, et met en lumière les possibilités de renforcer l'équité de genre et l'autonomisation des femmes dans le secteur et au-delà. Elle fait partie d'un ensemble de fiches destinées à offrir au personnel des organisations de développement, aux organismes publics, aux organisations de la société civile, aux organismes de financement et aux chercheurs un instantané des dimensions du genre dans le secteur de la pêche, afin d'orienter la planification et la mise en œuvre d'activités pertinentes auxquelles ces acteurs pourraient être appelés à participer ou qu'ils sont occupés à créer.



Production halieutique

Données nationales

En Haïti, la pêche maritime est avant tout une pêche artisanale, contribuant à hauteur de plus de 82 % à la production halieutique totale du pays,¹ un chiffre qui pourrait être sous-estimé.

Données de Sea Around Us

Selon les estimations du projet Sea Around Us, la production totale annuelle de la pêche maritime de capture réalisée par les flottilles haïtiennes se décline comme suit:^a

- ▶ Pêche maritime vivrière^b (2019) – 7 587 tonnes
- ▶ Pêche maritime professionnelle^c (2019) – 7 tonnes prélevées par le secteur industriel, exclusivement dans la zone économique exclusive (ZEE) d’Haïti. Les flottilles locales de pêche artisanale totalisaient 17 145 tonnes prélevées dans les eaux haïtiennes.

Les flottilles industrielles vénézuéliennes, cubaines et sud-coréennes ont prélevé 163 tonnes, 149 tonnes et 80 tonnes respectivement dans la ZEE haïtienne en 2019.

Consommation de poisson

La consommation de poisson apparente^d a été estimée à environ 5 kg par habitant et par an (2021), un chiffre plus de quatre fois inférieur à la moyenne mondiale.³

Il existe d’importants écarts entre la consommation de poisson des ménages haïtiens vivant sur le littoral et celle des ménages résidant à l’intérieur des terres. La production nationale ne permet de couvrir qu’environ un tiers des besoins actuels locaux. Pour satisfaire à la demande résiduelle, Haïti fait appel aux produits importés⁴, principalement du hareng fumé en provenance du Canada et, plus récemment, des sardines en conserve.

Contribution économique au PIB

En 2020, il était estimé que la pêche contribuait à hauteur de 2 % au PIB⁵, contre 13,6 % au début des années 2000.⁶

La plupart des poissons pêchés sont consommés à l’intérieur du pays, sachant qu’il n’existe guère d’activités de transformation ou de contrôle de la qualité qui permettent de valoriser les prises ou de créer des possibilités de revenu pour les transformateurs le long des chaînes de valeur de la pêche.^{1,7}

Contribution à l’emploi (toutes catégories)

« D’après les données de 2020, 45 907 pêcheurs (dont 98,96 % d’hommes) et 100 000 individus occupaient un emploi direct dans la filière pêche. »

Données nationales

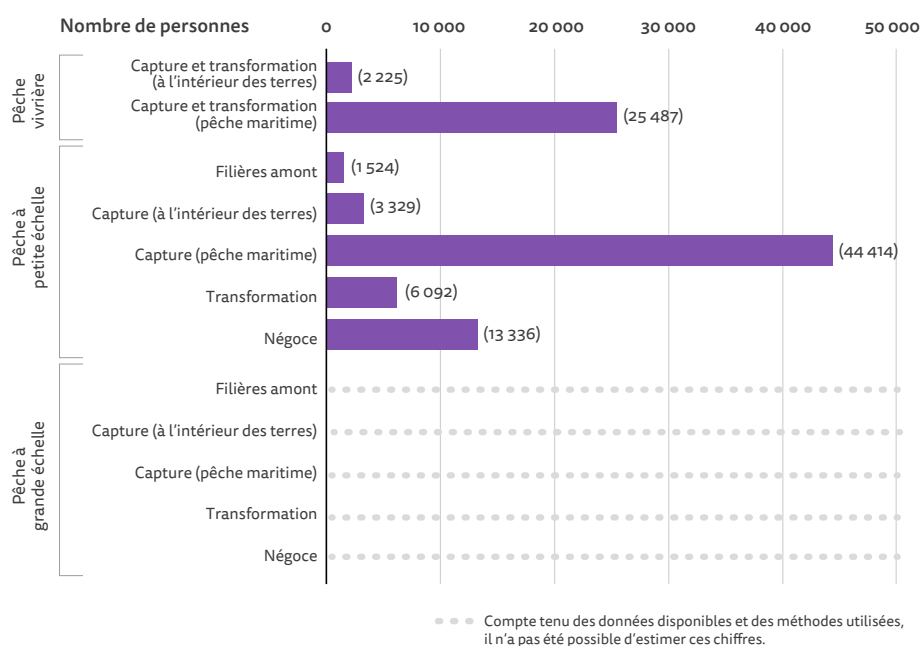
Selon les estimations, on compte entre 52 000⁸ et 65 000⁹ pêcheurs actifs en Haïti, et quelque 115 000 Haïtiens sont employés dans la filière pêche et les secteurs d’activité associés.¹ D’après les statistiques publiées par les autorités haïtiennes à la moitié des années 2010, 52 000 familles vivaient de la pêche (soit 21 000 actifs) dans plus de 420 localités, et 60 000 personnes supplémentaires prenaient part à une activité de transformation et de commercialisation des produits de la pêche.¹⁰ Le recensement le plus récent des activités de pêche, réalisé par le Gouvernement haïtien et publié en 2020, fait état de 45 907 pêcheurs (dont 98,96 % d’hommes) et de 100 000 individus occupant un emploi direct dans la filière pêche.⁵ À la date de rédaction de la présente fiche, aucun chiffre ou estimation officiel n’avait été publié concernant la pêche à grande échelle, même si l’on note qu’un ou deux navires de pêche à grande échelle, exploités par une entité privée, étaient en activité par le passé.¹¹

On recense environ 28 000 bateaux de pêche actifs en Haïti.⁹ Les pêcheurs utilisent pour l’essentiel des bateaux simples ; 51 % de ces embarcations sont des *bwa fouye* (bois fouillé), à savoir des pirogues en bois creusées dans un tronc.¹⁰ Il est estimé qu’entre 1 200⁸ et 1 511⁵ bateaux sont motorisés. Par le passé, on comptait entre 3 000 et 5 000 pêcheurs recourant à des équipements modernes de pêche industrielle profonde pour approvisionner les marchés urbains haut de gamme, faisant intervenir 1 600 acheteurs implantés dans des communautés de pêcheurs et travaillant en lien avec

une centaine de centrales d'achat, de supermarchés et de restaurants en milieu urbain.⁸ Toutefois, l'état de ce segment est aujourd'hui inconnu. Des équipements de pêche modernes, tels que des dispositifs de concentration de poissons (DCP) et des bateaux en fibre de verre, ont été introduits dans le secteur à l'initiative du secteur privé ; leur entretien a ensuite été assuré dans le cadre d'initiatives menées par des organisations non gouvernementales (ONG) ou financées par l'aide internationale.^{11,14} L'accès à ce type d'équipements se fait souvent par l'intermédiaire d'associations de pêcheurs locales autonomes,¹⁰ mais l'on ignore si ces initiatives sont réparties de manière équitable tout le long du littoral.

Estimations extraites de l'étude Illuminating Hidden Harvests

Selon l'étude Illuminating Hidden Harvests (IHH) (Porter un nouvel éclairage sur les captures non visibles),^{e,12} en 2016, 94 406 personnes^f avaient une activité dans le secteur de la pêche, aussi bien dans les filières amont et aval que dans la filière de pêche vivrière. La plupart des pêcheurs sont présents dans le sous-secteur de la pêche maritime à petite échelle^g (voir la figure ci-dessous). Selon les estimations de l'étude IHH, on compte en outre quelque 370 843 personnes dépendant, au moins en partie, du secteur de la pêche ou de la pêche vivrière:^h 267 370 personnes vivent de la pêche à petite échelle, et 103 473 de la pêche vivrière.ⁱ En général, la plupart des captures de la pêche à petite échelle sont destinées au marché local, une part des prises étant réservée à l'autoconsommation des ménages. De nombreux pêcheurs et individus vivant des sous-secteurs de la pêche adoptent des stratégies de subsistance diversifiées, combinant leur activité de pêche à d'autres activités de production alimentaire ou génératrices de revenus.



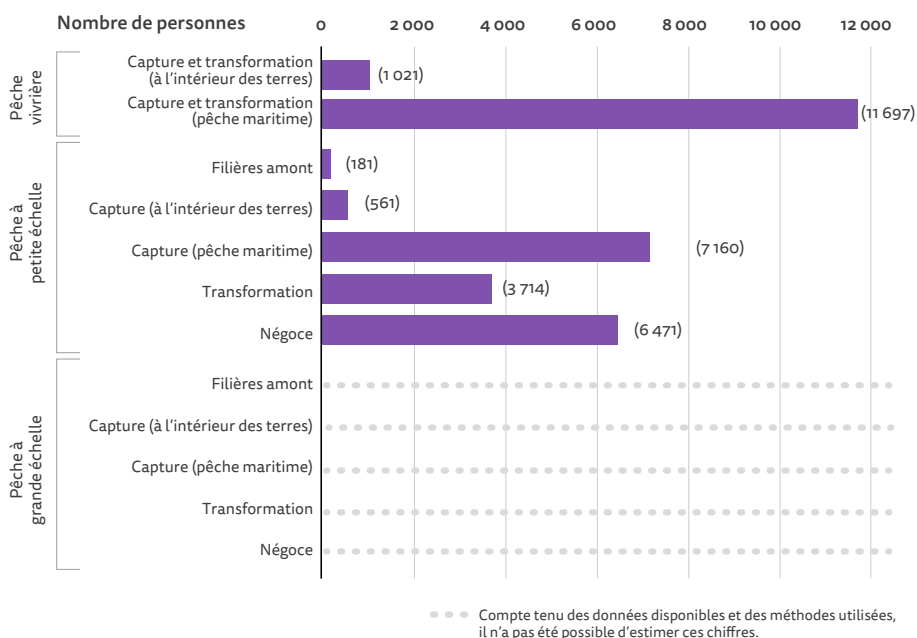
Contribution à l'emploi (femmes)

Données nationales

Selon des études récentes, entre 20 000⁸ et 32 200¹ femmes ont un emploi informel dans la transformation et la vente du poisson, une activité qui fait vivre plus de 416 000 personnes.¹ De nombreuses femmes conjuguent transformation et vente, et, comme les hommes dans le secteur de la pêche, elles participent à un large éventail d'activités rémunératrices et de production alimentaire.

Estimations extraites de l'étude IHH

Selon les estimations de l'étude IHH,¹² on comptait en 2016, 30 805 femmes actives dans la filière halieutique (2022), le secteur de la pêche à petite échelle constituant la plus importante source de moyens d'existence pour les femmes (voir la figure ci-dessous). Au total, 46 % des personnes actives dans les pêches vivrières maritimes et à l'intérieur des terres sont des femmes. Le rôle des femmes est prépondérant dans la filière de transformation des captures de la pêche à petite échelle, 61 % des actifs dans ce sous-secteur étant des femmes. Elles représentent 49 % des personnes participant aux activités de commercialisation des prises de la pêche à petite échelle.



Depuis toujours, les ménages haïtiens vivent de l'agriculture, tandis que la filière pêche demeure limitée.¹⁶ La pêche, activité à prédominance masculine,^{5,10} alimente deux filières d'approvisionnement distinctes : une filière traditionnelle qui approvisionne les marchés intérieurs et populaires, et une filière moderne tournée vers les consommateurs de l'économie formelle en milieu urbain.¹⁷ La filière traditionnelle est représentée par les *machanns*, marchands de poisson (ou marchandes de poisson, puisqu'il s'agit presque exclusivement de femmes) qui achètent, transforment et vendent le poisson. Les *machanns* achètent le poisson en petites quantités, mesurées en volume et non en poids, et le transforment (le poisson est éviscéré, frotté avec du citron ou des oranges amères, posé dans de grandes quantités de sel, puis mis à sécher au soleil sur des claies en bois).¹⁷ Les *machanns* peuvent également préparer d'autres produits à valeur ajoutée, tels que des boulettes de poisson.¹ Une fois transformés, les poissons sont vendus par la même *machann*, ou passent entre les mains d'une colportrice, ou *madan sara*,¹⁷ autre type de marchande qui stocke le poisson jusqu'à disposer de quantités suffisantes pour les transporter jusqu'aux marchés des villages, des chefs-lieux de province ou de Port-au-Prince. Le transport se fait à pied, à dos d'âne, en bateau ou en transports publics. Les *madan saras* (voir aussi la partie « Considérations sociales » ci-dessous) jouent un rôle charnière : elles assurent l'essentiel du stockage, du transport et de la redistribution des produits agricoles, des petits animaux, des objets d'artisanat et du poisson dans le pays.^{11,17} Parce qu'elles sont capables de composer avec les défaillances des infrastructures (par exemple, fermeture des routes pour cause d'instabilité politique, sociale ou climatique), elles sont des actrices incontournables de la sécurité alimentaire, garantissant l'accès au poisson des populations ne vivant pas sur le littoral.¹⁰ Les femmes travaillant dans la filière pêche sont aussi généralement reconnues pour

« Les femmes travaillant dans la filière pêche sont aussi généralement reconnues pour leur capacité à investir de manière plus avisée que les hommes, qui sont souvent endettés. »

leur capacité à investir de manière plus avisée que les hommes, qui sont souvent endettés.¹⁸ Au travers de mécanismes de prêt, ces femmes contribuent de manière importante à la viabilité économique de la filière pêche, par exemple en apportant un soutien aux ménages de pêcheurs en cas de conditions météorologiques défavorables.^{17,19} Cette stratégie ne permet pas forcément de générer des revenus, mais elle assure un approvisionnement continu en produits dérivés du poisson, qui sont alors utilisés par les pêcheurs pour rembourser leurs dettes. Certaines femmes possèdent leur propre matériel de pêche, qu'elles louent à des pêcheurs en échange d'une partie de leurs captures.²⁰ La confiance entre les pêcheurs et les marchandes est souvent consolidée par les liens familiaux.¹⁰

La pêche pratiquée à bord d'unités de pêche est presque exclusivement réservée aux hommes, mais certaines femmes prélèvent aussi des espèces accessibles dans la zone littorale (par exemple, tortues, poulpes).¹⁰ La présence de ces espèces varie dans l'espace littoral, conduisant à une distribution géographique hétérogène de la participation des femmes aux activités de capture ou de prélèvement des organismes marins.^k La filière commerciale de l'anguille, qui s'est développée en Haïti vers 2012, fait figure d'exception.^{20,21} Cette activité de pêche, basée à terre, se pratique la nuit, à l'aide de lampes frontales et de moustiquaires transformées en pièges.²¹ Les hommes, les femmes et les familles pêchent la civelle, les captures étant principalement destinées à l'exportation.^{22,23} Bien que les revenus tirés de la pêche à l'anguille soient peu élevés et instables, la filière attire de nombreux participants.^{22,23} Cette tendance s'explique par le fait que la pêche est désormais perçue comme une activité de subsistance plus respectable (en partie sous l'effet des importants gains initialement obtenus grâce aux DCP) et par le déclin de la fertilité des sols à l'intérieur des terres, dont les habitants migrent en plus grands nombres vers le littoral pour pêcher et obtenir un revenu.^l

« Dans l'ensemble, les femmes apportent une contribution majeure, quoique souvent minimisée, à la filière halieutique en Haïti. »

Dans l'ensemble, les femmes apportent une contribution majeure, quoique souvent minimisée, à la filière halieutique en Haïti.¹⁰ Outre qu'elles transforment et commercialisent le poisson, et investissent dans les activités de pêche, les femmes aident à la préparation des sorties de pêche, fabriquent des DCP,^m inventent des méthodes innovantes de transformation et de stockage des denrées alimentaires, créent de nouvelles sources de revenus¹⁰ et contribuent de plus en plus aux associations de pêcheurs, tout en gérant le ménage et en prenant soin de leur famille.¹⁰ Il est essentiel de reconnaître et d'appuyer ces diverses contributions pour transformer la filière haïtienne.¹⁰

Considérations sociales

« Les dynamiques de genre sont profondément influencées par la fracture béante entre urbains et ruraux, qui s'est fait jour à la suite de la réforme agraire après l'indépendance. »

Les normes sociales et les attitudes vis-à-vis des femmes en Haïti sont complexes et dictées par des facteurs culturels, régionaux et historiques.²⁴ Pour comprendre la dimension de genre en Haïti, il convient d'appréhender ces diverses influences et les façons variables dont la dimension de genre se matérialise dans le Haïti contemporain (voir la partie « Droits des femmes et émancipation politique »). Les dynamiques de genre, à l'instar de nombreux autres aspects de la culture haïtienne, sont profondément influencées par la fracture béante entre urbains et ruraux, qui s'est fait jour à la suite de la réforme agraire après l'indépendance.^{25,26} Les Haïtiennes, en particulier en milieu rural, ont historiquement occupé une place centrale dans le tissu économique : elles représentent la majorité des vendeurs de rue et contribuent de manière cruciale aux filières d'approvisionnement agricoles.²⁷ Toutefois, l'urbanisation et les changements économiques font évoluer ces rôles traditionnels, les femmes se heurtant à d'importantes inégalités et subissant de manière disproportionnée les effets de la violence de genre.²⁸

Dans les régions rurales d'Haïti, où se situent de nombreuses communautés de pêcheurs, la condition des femmes est étroitement liée aux rôles qui leur sont attribués au sein du ménage, comme le reflète un dicton haïtien selon lequel les maisons sont faites par les hommes, mais appartiennent aux femmes.²⁷ Le pouvoir des femmes vient en partie de la place qu'elles tiennent en tant que mères, tandis que les enfants contribuent au fonctionnement du foyer. Il n'est pas rare que la paternité des enfants soit attribuée à plusieurs pères, une pratique qui a fait naître de nombreuses coutumes,²⁷ lesquelles aident à la fois les femmes et les hommes à forger les partenariats nécessaires au fonctionnement d'un ménage. Une fois établies au sein d'un ménage, les femmes ont souvent la maîtrise de la production agricole et des ventes de produits,²⁷ mais on notera que les actifs, notamment le foncier, leur échappent.²⁹ Les formes traditionnelles d'union matrimoniale (parfois appelée « plaçage ») ne sont toutefois pas reconnues dans la législation et perpétuent une inégalité des chances et des rapports de force à l'avantage des hommes.³⁰ Si la polygamie est pratiquée, les hommes assumant la responsabilité financière de leurs familles multiples,³¹ la virginité reste une obligation sociale largement répandue,²⁹ ce qui aggrave le traumatisme subi par les survivantes de viol et de violence de genre et les réduit au silence (voir aussi la partie « Droits des femmes et émancipation politique »).

« Les marchandes jouent un rôle économique important : elles déplacent les marchandises, accordent des prêts et font le trait d'union entre les marchés ruraux et urbains. »

Les marchandes (*madan saras* et *machanns*) jouent un rôle économique important : elles déplacent les marchandises, accordent des prêts à d'autres négociants et producteurs, et font le trait d'union entre les marchés ruraux et urbains.³² Pourtant, leur travail est sous-estimé, souvent mal rémunéré³⁰ et risqué. Par exemple, les *madan saras* sont exposées au risque d'exploitation lorsqu'elles se rendent dans les zones contrôlées par les gangs pour acheter et vendre des marchandises.³³ Ce risque est exacerbé par l'escalade récente de la violence des gangs (voir la partie « Droits des femmes et émancipation politique »).

Les femmes en Haïti se heurtent à d'importants obstacles pour accéder aux soins de santé, plus de 82 % d'entre elles mentionnant, parmi les principaux freins au recours aux soins, leur incapacité à se procurer un traitement par manque d'argent, la distance à parcourir pour se rendre dans les services de soins, la crainte de consulter seule ou le fait qu'elles n'en ont pas la permission.

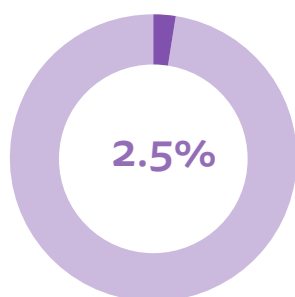
L'urbanisation pourrait bien favoriser une nouvelle évolution des normes de genre, puisque les hommes peuvent accéder plus facilement aux emplois formels dans les centres urbains que les femmes.²⁷ Entre 2010 et 2020, le taux d'activité des hommes était supérieur à celui des femmes (73 % contre 64 %), l'écart entre les sexes étant plus important en milieu urbain (67 % d'actifs contre 58 % d'actives) qu'en milieu rural (78 % d'actifs contre 70 % d'actives).³⁴ Pourtant, les femmes tendent à avoir un taux de réussite scolaire plus élevé dans les premiers cycles de l'enseignement (58 % des filles achèvent le cycle primaire, contre 49 % des garçons), bien que cet écart se résorbe dans les cycles supérieurs (16 % des filles achèvent le deuxième cycle du secondaire, contre 17 % des garçons ; données relatives à la période comprise entre 2013 et 2022).³⁴

Droits des femmes et émancipation politique

Les organisations locales et les militants des droits des femmes en Haïti ont enclenché un mouvement vers l'égalité de genre, ce qui a conduit à certaines améliorations institutionnelles. Il reste néanmoins des défis à relever. En raison de normes sociales et genrées, de facteurs historiques et des structures politiques en place, des disparités persistent sur le plan de la participation à la vie politique, des possibilités économiques et de l'autonomie individuelle.

Participation à la vie politique

Les femmes en Haïti ont obtenu le droit de voter et de se présenter aux élections en 1950, la première femme parlementaire ayant été élue en 1961.³⁵ La Constitution de 1985 reconnaît à tous les citoyens le droit de vote et, suite à la mobilisation des organisations de femmes, l'égalité entre les hommes et les femmes a été formellement consacrée par la Constitution de 1987. Aux termes de la loi de 2012 portant amendement de la Constitution, cette dernière, dans son préambule, assure aux femmes « une représentation dans les instances de pouvoir et de décision qui soit conforme à l'égalité des sexes et à l'équité de genre ». ³⁵ Les articles 17.1 et 31.1.1 introduisent un quota de 30 % de femmes à tous les postes électifs et nominatifs au niveau national, notamment dans les services publics et les partis politiques,^{36,37} même si les tentatives d'application du quota de 30 % dans les mécanismes électoraux se sont heurtées à la résistance de la Chambre des députés.³⁰



Pourcentage de femmes élues à la Chambre des députés en mars 2017.

Dans un contexte récent d'instabilité politique, les mandats des derniers élus ont pris fin en 2023 et ces derniers n'ont pas été remplacés.^{38,39} À la date de rédaction de la présente fiche, aucune information n'était disponible sur la composition de la Chambre des députés³⁵ ou sur celle du Sénat.⁴⁰ Lors des dernières élections à la Chambre des députés (mars 2017), trois femmes ont été élues sur 118 députés (2,5 % de la Chambre).³⁵ Après les dernières élections organisées en vue du renouvellement partiel du Sénat (mars 2017), le Sénat comptait 28 sénateurs, dont une femme et deux sièges non pourvus (3,6 % du Sénat).

Les femmes en Haïti font face à de multiples obstacles pour participer à la vie politique, notamment les lacunes dans leur formation, la précarité économique et les pratiques profondément ancrées des partis politiques freinant la progression politique des femmes.⁴¹ Une fois élues, les femmes candidates se trouvent souvent confrontées aux biais genrés et aux attitudes discriminatoires de leurs collègues masculins.^{24,41} Haïti a eu à sa tête une femme présidente nommée à titre provisoire (Ertha Pascal-Trouillot, mars 1990–février 1991)⁴² et une femme Premier ministre (Michèle Pierre-Louis, septembre 2008–octobre 2009). Le choix de Mme Pierre-Louis a fait naître l'espoir que les portes du pouvoir s'ouvriraient aux femmes, mais sa nomination n'a fait que maintenir le pouvoir dans les cercles de l'élite urbaine.¹⁶ À la fin 2021, Nelly Boyer Verpile a été désignée Secrétaire générale du Sénat.⁴⁰ Du fait de l'histoire politique d'Haïti, nombreux sont ceux qui associent la politique à la violence, aussi dirigée contre les femmes militantes et candidates aux fonctions politiques.²⁴

Action en faveur de l'égalité de genre

Le Gouvernement haïtien a pris des mesures pour lutter contre l'inégalité de genre et a notamment créé le ministère à la Condition féminine et aux Droits des femmes (MCFDF) pour diriger l'action menée au niveau national.^{30,43} Ainsi, contrairement à ses voisins caribéens, Haïti dispose de mécanismes de haut niveau pour la promotion des femmes.^{n,44} Des points focaux « genre » sont désignés dans tous les ministères depuis

2005, une budgétisation sensible au genre a été introduite en 2008, et, en 2013, un Bureau pour l'égalité de genre a été mis en place au sein de l'Assemblée nationale afin d'examiner les textes de loi sous l'angle du genre et de faciliter la participation des femmes en politique.^{30,43} L'État a également adopté en 2014 une politique d'égalité hommes-femmes (EHF) et un plan d'action national EHF (2014–2020). Ainsi que le prévoit expressément la Politique EHF, le principe de non-discrimination constitue un principe directeur et une condition préalable à l'exercice du droit à l'égalité des chances et de traitement.³⁰ Toutefois, selon un rapport soumis en 2014 au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDEF), « la simple affirmation du principe de l'égalité ne suffit pas à faire disparaître les inégalités de fait et à transformer la perception sociale d'une supériorité de l'homme » (p. 8).³⁰ Le rapport souligne également l'important rôle joué par les femmes et les organisations féministes, qui participent activement au combat pour l'égalité, encouragent le respect des engagements internationaux d'Haïti, défendent le rôle du MCFDF lorsque sa mission est remise en question par des élus,³⁰ et apportent leur soutien aux efforts humanitaires internationaux et à ceux financés par l'aide internationale.⁴⁵ Le rapport soumis en application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes souligne « [u]ne évolution perceptible mais lente et fragile » (p. 22) dans la lutte contre les discriminations et les stéréotypes de genre,³⁰ une situation qui pourrait être réévaluée au regard des événements récents.

Haïti a également intégré l'égalité de genre et les droits des femmes dans ses politiques nationales, y compris dans ses stratégies de réduction de la pauvreté et de développement à long terme, bien que la législation peine à être mise en œuvre.⁴³ Dans le secteur de l'éducation, Haïti a actualisé ses supports didactiques pour promouvoir l'égalité de genre et a introduit des mesures d'action positive pour encourager la participation des femmes dans l'enseignement supérieur.⁴³

« Les chocs et les stress climatiques à grande échelle, les séismes et l'instabilité politique prégnante ont considérablement freiné les efforts déployés par l'administration haïtienne pour combattre les inégalités de genre dans le pays. »

Les chocs et les stress climatiques à grande échelle, associés aux phénomènes météorologiques extrêmes, aux séismes et à l'instabilité politique prégnante, ont considérablement freiné les efforts déployés par l'administration haïtienne pour combattre les inégalités de genre dans le pays³⁰ (voir aussi la partie « Menaces et facteurs de changement dans la filière pêche »). Pensons notamment au séisme de 2010, qui a détruit les bâtiments du MCFDF et tué de nombreuses militantes des droits des femmes.³⁰ Les troubles politiques qui ont suivi l'assassinat du Président Jovenel Moïse en juillet 2021 et l'escalade de la violence des gangs ont également contribué à la profonde désorganisation du système de gouvernance.^{38,39} À la date de rédaction de la présente fiche, le gouvernement de transition, à qui il était reproché de perpétuer l'exclusion historique des femmes des processus politiques et la discrimination à l'égard des femmes, était sous le feu des critiques.⁴⁶ Dans ce contexte, plus de 120 groupes haïtiens de défense des droits des femmes et organisations internationales ont signé le Cadre politique pour une transition efficace et équitable, qui appelle à ce qu'au moins un tiers des nominations aux postes à pourvoir au sein des autorités de transition et la moitié des nominations aux fonctions ministérielles se fassent au profit de femmes, tous les candidats étant évalués en fonction de leurs connaissances et de leur engagement en faveur de la promotion des droits des femmes. L'objectif est de garantir que les personnes préparant la transition soient véritablement engagées en faveur de la protection de l'égalité de genre.⁴⁶

Violence de genre

L'instabilité persistante a, d'après diverses sources, conduit à une hausse spectaculaire de la violence de genre (violence physique, psychologique et sexuelle), entraînant des incidences à long terme sur la santé physique et mentale des survivantes.⁴⁷ Les données préliminaires font état d'une augmentation de 42 % de la violence de genre entre 2022 et 2023,³³ tandis que, selon les estimations, une nouvelle augmentation de 40 % serait enregistrée rien que sur la période comprise entre mars et mai 2024.⁴⁸ Les déplacements à l'intérieur du pays aggravent la vulnérabilité des femmes et exacerbent leur exposition face à la violence physique et sexuelle.^{30,49} Il reste toutefois difficile d'obtenir des données exhaustives.³³ Les femmes, qui sont souvent le principal soutien de famille dans les ménages haïtiens, font face à des risques accrus lorsqu'elles se déplacent dans les zones aux mains des gangs pour vendre des marchandises et des produits de première nécessité dans leur communauté.³³ Selon les informations disponibles, les gangs ont recours à la violence sexuelle et au viol systématique en tant que tactique d'intimidation, de contrôle territorial et de domination.³³ Certaines femmes qui sont tombées enceintes après un viol ont indiqué avoir été ostracisées par leurs familles et leur communauté.³³ Bien que le crime de viol soit reconnu pénalement depuis 2005 et passible de 10 ans de travaux forcés,^{30,33} le Code pénal punit toutes les formes d'avortement et prévoit des sanctions à l'encontre des professionnels de santé et des femmes pratiquant un avortement.⁵⁰ Bien qu'il soit prévu de légaliser l'avortement, le décret autorisant sa dépénalisation a été pris de manière unilatérale par l'ancien Président Jovenel Moïse sans approbation du pouvoir législatif et n'est pas encore en application.^{50,51} Cette réforme, considérée par certains comme un abus de pouvoir, a suscité de larges critiques, y compris parmi les partisans du changement, qui s'inquiètent du fait que ce décret puisse mettre en péril des avancées légitimes concernant le droit à l'avortement.⁵¹

La violence de genre était déjà un problème avant que le récent climat d'instabilité s'installe. Selon les données de la période 2013–2020, 28 % des filles âgées de 15 à 19 ans avaient subi des violences exercées par un partenaire intime au cours des 12 mois précédents,³⁴ tandis que des enquêtes menées entre 2015 et 2021 font apparaître des niveaux inquiétants d'acceptation de la violence domestique chez les adolescents, filles et garçons.³⁴ Le *restavèk* (« reste avec »), pratique qui consiste pour des familles à faible revenu et/ou vivant en milieu rural à envoyer leurs enfants dans des familles ou chez des amis en ville afin qu'ils soient scolarisés, peut exposer les mineurs à la violence sexuelle. Dans la majorité des cas, les enfants se retrouvent exposés à des violences physiques, sexuelles et émotionnelles, leur statut s'apparentant à celui d'esclaves. En Haïti, la pratique du *restavèk* concerne un enfant sur dix, et 60 % de ces enfants sont des filles.^{52,53} Pour lutter contre la violence de genre, Haïti a adopté son Plan national 2017–2027 de lutte contre les violences envers les femmes,^{30,44} élaboré dans le cadre d'une collaboration intersectorielle entre le gouvernement, la société civile, des organismes des Nations Unies et des organisations internationales parties au dialogue national sur la violence à l'égard des femmes.³⁰

Différences géographiques

Entre 2014 et 2023, le taux de croissance moyen de la population urbaine s'est établi à 3 %⁵⁴ et, en 2023, 60 % de la population haïtienne vivait en milieu urbain.⁵⁵ Sous l'effet de l'urbanisation, l'activité économique, sociale, culturelle et politique s'est concentrée dans des villes telles que Port-au-Prince, et, par conséquent, les récits relatant l'instabilité qui touche actuellement Haïti sont souvent centrés sur ces mêmes centres urbains. Toutefois, sans rien enlever à la gravité de ces faits, les experts qui ont cosigné la présente fiche mettent le lecteur en garde contre une interprétation simpliste de la crise. Ainsi, certains coauteurs se sont

« ... on ne saurait prendre toute la mesure des difficultés de gouvernance du pays sans tenir compte de son histoire coloniale et néocoloniale. »

entretenus en décembre 2024 avec des femmes rurales haïtiennes participant à la filière pêche, et ces dernières leur ont indiqué qu'elles se sentaient en sécurité et soutenues au sein de leurs communautés ; que les femmes étaient associées à la prise de décision au niveau communautaire et politique ; et que, pour elles, les hommes et les femmes de leurs communautés se heurtaient aux mêmes obstacles.^o L'histoire a montré que l'instabilité politique avait des effets différenciés sur les femmes des zones rurales et urbaines,²⁹ et ces témoignages illustrent toute la diversité des expériences locales et soulignent la nécessité d'adopter des approches sur mesure prenant en compte les dynamiques de genre en milieu rural, les difficultés rencontrées par les communautés côtières et les stratégies d'adaptation auxquelles les femmes et les populations locales ont recours pour assurer leur subsistance. Enfin, si l'État s'est trouvé à de multiples reprises en situation de déliquescence^p depuis qu'Haïti a accédé à l'indépendance, on ne saurait prendre toute la mesure des difficultés de gouvernance du pays sans tenir compte de son histoire coloniale et néocoloniale. L'étude approfondie de ces processus ne ressort toutefois pas du champ de la présente fiche.

Principaux cadres promouvant l'égalité de genre et statut de ratification^q

- ✓ La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) a été ratifiée par décret parlementaire en 1981.⁵⁶ Haïti a soumis ses huitième et neuvième rapports périodiques en 2014 et n'a présenté aucun autre rapport depuis.
- ✗ Haïti n'a pas signé le Protocole facultatif se rapportant à la Convention CEDEF.
- ✓ Programme d'action de Beijing, adopté en 1995.⁴⁴
- ✓ Convention interaméricaine pour la prévention, la sanction et l'élimination de la violence contre la femme (Convention de Belém do Pará), pour laquelle Haïti a déposé son instrument d'accession en 1997 (mais qu'il n'a pas signée).⁵⁷

Indice Institutions sociales et égalité homme-femme de l'OCDE (indice ISE)

L'indice ISE se présente sous la forme de notes allant de 0 (aucune discrimination) à 100 (très haut niveau de discrimination).

| Année | Valeur totale cumulée ⁵⁸ | Discrimination au sein de la famille | Atteintes à l'intégrité physique | Accès restreint aux moyens de production et aux ressources financières | Atteintes aux libertés civiles |
|-------|-------------------------------------|--------------------------------------|----------------------------------|--|--------------------------------|
| 2014 | 14.66 | 56.13 | 50.1 | 20.48 | 35.39 |
| 2019 | 39.9 | 37.6 | 37.3 | 22 | 59.1 |
| 2023 | 46.4 | 49.8 | 37.8 | 34 | 61.7 |

Indice d'inégalité de genre

L'indice d'inégalité de genre se mesure sur une échelle de 0 à 1, 0 indiquant l'absence d'inégalités (situation dans laquelle les femmes ont un traitement égal à celui des hommes), tandis qu'un score de 1 représente une inégalité maximale, ce qui traduit que la situation des femmes est très défavorable par rapport à celle des hommes. Ces termes (traitement égal ou défavorable) font référence à la position relative des femmes concernant l'accès à la santé, la représentation politique, l'éducation et la participation à la vie économique.

Valeur (2022)⁵⁹

0.621

Classement (2022)

158

(sur 166 pays)

La dimension de genre dans la gouvernance des pêches^r

« Quatre documents régissant la filière pêche ont été examinés, et deux d'entre eux incluait les femmes et le genre. »

Quatre documents régissant la filière pêche^s ont été examinés, et deux d'entre eux incluait les femmes et le genre. Ces deux documents évoquent la nécessité d'une répartition équitable des avantages découlant de la filière et abordent la pêche en parallèle des questions touchant à la gestion de l'environnement et au développement humain.

Le **Programme national pour le développement de la pêche maritime en Haïti (2010-2014)** identifie la pêche comme un vecteur de croissance et de réduction de la pauvreté, mettant particulièrement l'accent sur les avantages qu'en retirent les femmes et les jeunes.

Le **plan de gestion environnementale et sociale (PGES)**, qui accompagne le **Programme de modernisation du secteur de la pêche (2015)**, indique que les activités de pêche sont partagées entre hommes et femmes. Les femmes participent pour beaucoup aux activités post-capture (transformation et vente), tandis que les hommes capturent le poisson, rôles qui sont tous deux reconnus pour leur importance dans la filière d'approvisionnement globale. Le plan précise que les femmes qui sèchent, vendent et transportent le poisson figuraient parmi les informateurs clés interrogés dans le cadre des entretiens avec les parties prenantes, et que les prises de décision sectorielles doivent être décentralisées et intégrer les pêcheurs, hommes et femmes, aux processus décisionnels. Dans cette même veine, le plan souligne le principe du quota d'au moins 30 % de femmes à tous les niveaux de la gouvernance. Les femmes se heurtent à des difficultés particulières dans leur activité de commercialisation du poisson, notamment l'illettrisme, le manque d'information sur la disponibilité du poisson et le manque d'accès au crédit. Souvent, les femmes et les jeunes sont sous-représentés dans les programmes de formation, et le plan précise qu'il convient d'adapter les programmes aux besoins spécifiques de ces groupes (prendre en compte leurs préoccupations lors de la conception des projets de développement de la pêche et des stratégies de diffusion de l'information). Parmi les mesures prévues pour venir en aide aux femmes et aux jeunes, citons la multiplication des activités génératrices de revenus, la facilitation de l'accès au crédit et la formation aux activités post-capture (conservation, transport et commercialisation, par exemple).

Menaces et facteurs de changement dans la filière pêche

« La pêche représente une solution de dernier recours pour nombre d'Haïtiens... »

Nous décrivons ci-dessous plusieurs des menaces clés et des facteurs de changement observés dans les écosystèmes côtiers haïtiens, ainsi que des exemples encourageants de mesures pouvant être envisagées pour y faire face. Certaines questions de genre particulières peuvent être associées à ces menaces et facteurs de changement, de sorte qu'il est nécessaire d'intégrer la dimension de genre dans les efforts engagés pour améliorer l'adaptation et promouvoir la résilience face au changement.

La pêche représente une solution de dernier recours pour nombre d'Haïtiens ; ainsi, le nombre de pêcheurs augmente avec la hausse de la pauvreté et du chômage.⁶⁰ Entre 1990 et 2000, le nombre de pêcheurs a été multiplié par 2,5, alors qu'entre 1976 et 2005, le taux de capture par unité d'effort a chuté de 60 %, ⁶¹ traduisant des **niveaux élevés de surexploitation**. Selon les estimations, seules 32 % des pêcheries sont exploitées durablement.⁶¹ La plupart des ressources démersales du plateau continental sont pleinement exploitées ou surexploitées, en raison de leur accessibilité, de la règle du libre accès^{60,61} et de l'absence d'équipements et de compétences pour exploiter les ressources hauturières¹⁰ (voir ci-dessous). Alors que les captures deviennent moins fiables, les pêcheurs utilisent des engins moins sélectifs pour accroître le volume des prises débarquées.¹⁰ La ressource en anguille, qui n'a certes pas fait l'objet d'une évaluation complète, est susceptible d'être à risque de surexploitation, en raison des niveaux élevés de prises illicites, non réglementées et non déclarées.⁶² Bien qu'une législation soit en vigueur pour protéger les ressources halieutiques, les capacités limitées en matière de suivi et d'application de la réglementation font obstacle à une gestion efficace.^{60,61} La **pêche transfrontière illicite** pratiquée par des acteurs des pays voisins est aussi source de problèmes, qui sont toutefois comparables aux difficultés rencontrées par d'autres pays dans la région.⁶⁰

Le changement climatique représente une menace considérable pour les écosystèmes marins et les pêcheries en Haïti, matérialisée par des modifications des conditions océaniques et une dégradation de la qualité des habitats.⁶¹ Le risque que le changement climatique fait peser sur les espèces marines est jugé modéré, ou modéré à élevé, s'il est combiné à la pression de pêche.⁶¹ Selon les projections, il faut s'attendre à une diminution de 5 % à 15 % du potentiel de capture maximum^t entre 2030 et 2039, les pertes étant plus importantes dans les scénarios d'émissions de gaz à effet de serre élevées.⁶¹

« Haïti s'emploie à développer ses pêcheries industrielles en vue de l'exploitation des ressources hauturières et de l'atténuation de la pression exercée sur des ressources côtières surexploitées... »

Haïti s'emploie à développer ses **pêcheries industrielles** en vue de l'exploitation des ressources hauturières et de l'atténuation de la pression exercée sur des ressources côtières surexploitées, même s'il est difficile de dire aujourd'hui où en sont les initiatives menées en ce sens.¹⁰ Ce secteur est largement tributaire de l'aide internationale, qui est pour l'essentiel acheminée par l'intermédiaire de nouvelles associations de pêcheurs dans le but d'améliorer les infrastructures (par exemple, fabrication de glace, réseaux de transport fonctionnels).^{17,60} Toutefois, en raison de l'insuffisance des infrastructures de manière plus globale, des défaillances des systèmes de suivi et de l'instabilité politique, il n'y a pas en Haïti **les politiques, le soutien institutionnel et les ressources** nécessaires à une gestion efficace et au développement durable des pêcheries et à la conservation des produits de la pêche.⁷ La médiocrité des systèmes de transformation et de contrôle de la qualité du poisson, conjuguée au recours à des méthodes traditionnelles telles que le séchage au soleil et le fumage, explique en partie les importantes pertes post-capture enregistrées. Aucun système de glaçage ou de réfrigération n'est disponible à bord de la plupart des unités de pêche, ce qui compromet davantage la qualité des produits de la mer.⁷ En

2003, les États-Unis ont suspendu leurs importations de produits de la mer en provenance d'Haïti suite à l'avis préoccupant émis par le Comité de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) quant au caractère non durable de l'exploitation des lambis (*Aliger / Eubatus / Strombus gigas*) en Haïti, ainsi qu'aux préoccupations sanitaires relatives à la qualité des produits de la mer.⁶¹

Les pêcheurs s'inquiètent également du fait qu'il est de **plus en plus difficile de se procurer les plantes terrestres** utilisées pour la pêche. Les entretiens menés avec les pêcheurs ont permis d'identifier 23 plantes différentes, destinées à neuf utilisations distinctes dans le secteur de la pêche.¹⁰ Cependant, alors qu'Haïti a conservé moins de 1 % de sa forêt primaire, le pays fait aujourd'hui face à une extinction en masse de sa biodiversité terrestre.⁶³

Les marchandes de poisson dépendent de la vente de poisson en dehors des communautés de pêcheurs, par exemple dans les marchés ruraux, les chefs-lieux de province et la capitale Port-au-Prince, leurs revenus étant largement fonction de **l'état des infrastructures**, notamment des routes et des systèmes de transport. L'instabilité politique et **l'insécurité des conditions de transport** mettent en péril leurs moyens de subsistance et leur stabilité économique (voir la partie « Droits des femmes et émancipation politique »). Avec le développement des techniques de pêche modernes sont aussi apparues des activités de négoce dominées par les hommes, potentiellement incompatibles avec les fonctions traditionnelles des marchandes.¹⁷

« 80 % des ménages en Haïti, des segments les plus aisés aux groupes aux plus faibles revenus, déclarent ne pas être préparés aux catastrophes. »

Les ménages vivant de la pêche, comme de nombreux autres ménages en Haïti, sont aussi exposés à de **multiples aléas environnementaux**, dont les inondations, les tempêtes, les épidémies, les sécheresses, les séismes, les glissements de terrain et les vagues de chaleur.^{64,65} Ces derniers sont exacerbés par les vulnérabilités sociopolitiques actuelles^{65,66} et par le changement climatique.⁶⁴ Malgré ces risques, d'après une enquête de 2021, plus de 80 % des ménages en Haïti, des segments les plus aisés aux groupes aux plus faibles revenus, déclarent ne pas être préparés aux catastrophes,⁶⁵ les ménages dirigés par une femme et ceux à faible revenu étant considérés comme étant particulièrement vulnérables.⁶⁵

Le genre et l'allocation de l'aide publique au développement dans le secteur de la pêche^u

Entre 2012 et 2022, Haïti a reçu au total 3,83 millions de dollars des États-Unis sous forme d'aide publique au développement (APD) destinée au secteur de la pêche^v; aucune part de cette enveloppe n'a été allouée à des projets axés sur l'égalité de genre (marqueurs de genre de 1 ou 2).^{w,67}

Les aides à la pêche en Haïti représentent 4 % des aides versées au secteur dans la sous-région Amérique centrale et Caraïbes. Au cours de la période étudiée, toutes les aides à la pêche destinées à Haïti ont été décaissées entre 2012 et 2017, les aides à la pêche étant nulles après 2017.⁶⁷

Exemples de programmes ou d'initiatives visant à promouvoir l'égalité de genre dans le secteur de la pêche

En 2022, le Fonds international de développement agricole (FIDA), organisme des Nations Unies, et le Gouvernement haïtien ont signé un accord de financement en vue de la mise en œuvre du **Projet d'économie bleue inclusive (I-BE) en Haïti**. Axé sur l'aire protégée des Trois Baies au Nord-Est d'Haïti, le projet vise à renforcer la capacité des institutions à améliorer la gestion des aires protégées et à appuyer les initiatives de diversification des moyens de subsistance, y compris celles encourageant l'adoption de pratiques de pêche durables. Le projet met particulièrement

l'accent sur les femmes, qui représentaient 47 % des membres des organisations de pêcheurs de la zone d'intervention du projet auprès desquelles a été menée l'étude de référence du projet.^{x,68,69}

Entre 2016 et 2022, la Banque interaméricaine de développement (BID) et le Gouvernement haïtien ont mis en œuvre un **programme de développement de la pêche artisanale**. À travers des cofinancements – plutôt que des dons – le programme vise à renforcer le cadre juridique et la gestion institutionnelle du secteur de la pêche au niveau tant national que local ; à améliorer la qualité des infrastructures publiques afin de mettre en relation les pêcheurs et les marchés ; et à accroître la productivité de la pêche artisanale et à réduire les pertes économiques, tout en protégeant les ressources marines. Après une première phase axée sur les hommes (2018–2019), la deuxième phase du programme avait pour objectif de créer des partenariats avec des associations de femmes et de cibler les activités de transformation et de commercialisation post-capture.⁷⁰ L'équipe du programme fait état des avantages suivants pour les femmes : disponibilité accrue des produits de la pêche pour développer leur entreprise ; participation à la gestion d'entreprise et formation commerciale ; participation accrue aux processus décisionnels à travers les associations de pêcheurs ; participation (au même titre que tous les membres des associations de pêcheurs) à la stratégie de cofinancement ; avantages tirés des initiatives d'amélioration des pêcheries (par exemple, conteneurs isolés pour le stockage du poisson) ; et possibilité d'échange de connaissances entre les départements du Sud et de Grand'Anse, ce qui a favorisé l'adoption élargie des techniques de conservation par salage.⁷¹ Une deuxième phase a été élaborée en 2023 afin de couvrir le Nord et le Nord-Est du pays, tout en poursuivant la consolidation des acquis de la première phase.

Entre 2021 et 2023, le Cadre intégré renforcé de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a permis de financer un **projet visant à renforcer les capacités productives et commerciales des filières pêche maritime et sel marin**, lequel prévoyait une composante de renforcement des capacités en matière de genre. Ce projet, mis en œuvre par le ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI), en partenariat avec le ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural (MARNDR) et le Bureau des mines et de l'énergie (BME), ciblait une partie du littoral des départements de l'Artibonite et du Nord-Ouest. Parmi les résultats du projet pertinents au regard du genre, citons la mise en place d'installations de transformation et de conservation du poisson et les formations dispensées à 343 bénéficiaires, dont 19 % de femmes. Les femmes bénéficiaires du projet ont amélioré leur autonomie financière, ce qui contribue à la réduction des inégalités entre les sexes. Dans l'ensemble, les femmes représentaient 51 % des 138 618 bénéficiaires directs et indirects du projet, et ont bénéficié de 37 % des 2 349 emplois directs créés.⁷²

Début 2024, Peace Winds America a noué un partenariat avec l'APEDESUD (Association des pêcheurs de la deuxième section de Saint-Jean du Sud) afin d'**appuyer les moyens de subsistance de 70 pêcheurs, hommes et femmes, dans le Sud d'Haïti**. Ce projet mené sur une année est axé sur l'amélioration des capacités de transformation des produits de la mer, la diversification des produits de l'APEDESUD et le transport de produits plus frais vers les marchés de toute la zone, en plus d'une composante formation destinée aux membres de l'APEDESUD.⁷³

Remerciements

This project was supported by the Ocean Risk and Resilience Action Alliance and funded by the UK through the Department for Environment, Food and Rural Affairs, the Government of Canada through the federal Department of Environment and Climate Change, and the United States Department of State. The opinions, findings, and conclusions stated in this report are those of the authors and do not necessarily reflect the organisations listed above.

Ce projet a été soutenu par l'Alliance d'Action contre les Risques et la Résilience des Océans et financé par le Royaume-Uni, par l'intermédiaire du ministère de l'Environnement, de l'Alimentation et des Affaires rurales, le gouvernement du Canada, par l'intermédiaire du ministère fédéral de l'Environnement et du Changement climatique, et le Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans ce rapport sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles des organisations mentionnées ci-dessus.

Traduction: Aurélie Hamaide, AGH Traductions, Nouméa, Nouvelle-Calédonie

Mise en page et conception graphique: Jerker Lokrantz/Azote

Fiche à référencer comme suit: Woodhead A.J., Wabnitz C.C.C., et al. (2025) Le genre et la pêche – Haïti. Fiche pays. Ocean Risk and Resilience Action Alliance (ORRAA).

Premières auteures

Anna J. Woodhead - Stockholm Resilience Centre, Université de Stockholm, Suède

Colette C.C. Wabnitz - Stanford Center for Ocean Solutions, Université Stanford, États-Unis d'Amérique, et Institute for Oceans and Fisheries, Université de la Colombie-Britannique, Canada

Auteurs collaborateurs et réviseurs

Catherine Sabinot - Institut de recherche pour le développement (IRD), Unité mixte de recherche ESPACE-DEV (IRD, Univ-Montpellier, Univ-Guyane, Univ-La Réunion, Univ-Antilles, Univ-Nouvelle-Calédonie, Univ-Perpignan) – Centre IRD de Nouméa, Nouvelle-Calédonie

Cécile Accilien - School of Languages, Literatures & Cultures (French & Francophone Studies), Université du Maryland, États-Unis d'Amérique

Francklin Barbier - Haïti Ocean Project, Haïti

Henri Vallès - Department of Biological and Chemical Sciences, University of the West Indies, Cave Hill, Barbade

Jamie Aquino - Haïti Ocean Project, Haïti

Karl Deering - CARE, États-Unis d'Amérique

Samson Jean Marie - Institut de recherche pour le développement (IRD), Unité mixte de recherche ESPACE-DEV (IRD, Univ-Montpellier, Univ-Guyane, Univ-La Réunion, Univ-Antilles, Univ-Nouvelle-Calédonie, Univ-Perpignan) – Centre IRD de Nouméa, Nouvelle-Calédonie

Timothy T Schwartz - Sociodigital Research Group, Port-au-Prince Haïti/Tampa Florida

Wilson Celestin - Faculté d'Agronomie et de Médecine Vétérinaire (FAMV) de l'Université d'État d'Haïti (UEH)

Équipe principale

Albert Norström - Stockholm Resilience Centre, Université de Stockholm, Suède et Earth Commission, Future Earth Secretariat, Suède

Allison Cutting - Institute for Oceans and Fisheries, Université de la Colombie-Britannique, Canada

Gianluigi Nico - Banque mondiale (anciennement employé par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), Italie

Johanna Sofia Bernström - Stockholm Resilience Centre, Université de Stockholm, Suède



En haut à gauche : transport d'un voilier jusqu'au marché (crédit photo : Francklin Barbier, Haïti Ocean Project) ; en haut à droite : femmes qui transforment du poisson (crédit photo : Samson Jean Marie, Institut de recherche pour le développement et Unité mixte de recherche ESPACE-DEV) ; en bas : pêche à l'anguille la nuit, à Petite-Rivière-de-Nippes (crédit photo : Haïti Ocean Project)

Notes de fin

- a Les statistiques relatives à la pêche maritime ont été établies par reconstitution des prises dans le cadre du projet Sea Around Us – <http://www.seaaroundus.org/data/#/eez>. Cette méthode s'appuie sur les statistiques nationales et les relevés des prises rejetées, ainsi que sur les données relatives aux prises sectorielles qui sont souvent exclues des ensembles de données officiels (par exemple, captures de la pêche artisanale et de loisir). Les données de Sea Around Us nous servent également de cadre de référence commun et facilitent la comparaison entre les différents pays pour lesquels des fiches ont été élaborées dans le cadre du présent projet. Les données de Sea Around Us sont réparties en deux grandes catégories : les captures de la pêche à grande échelle (pêche industrielle) et celles de la pêche à petite échelle (pêche artisanale, vivrière et de loisir). Les captures de la pêche de loisir n'ont pas été prises en compte ici.
- b Dans les travaux de Sea Around Us, la « pêche maritime vivrière » désigne la part de la production annuelle de la pêche maritime de capture débarquée par le secteur vivrier. Ce secteur englobe les activités de pêche menées par des femmes et/ou des pêcheurs non professionnels pour l'autoconsommation familiale et, le cas échéant, la part des captures de la pêche professionnelle qui est donnée aux membres d'équipage ou à la communauté locale (principalement dans les pêches à petite échelle)².
- c Dans les travaux de Sea Around Us, la « pêche maritime professionnelle » désigne la part de la production annuelle de la pêche maritime de capture débarquée par le secteur professionnel. Il s'agit des pêcheries dont les prises débarquées sont vendues à des fins commerciales (par opposition aux captures autoconsommées ou données à des membres d'équipage). Elles englobent le secteur industriel (pêche à grande échelle) et la pêche artisanale (pêche à petite échelle)².
- d Le qualificatif « apparent » est utilisé pour désigner la quantité moyenne de denrées alimentaires disponible à la consommation, qui, pour plusieurs raisons (par exemple, gaspillage par les ménages), n'équivaut pas à l'apport alimentaire moyen ou à la consommation alimentaire moyenne. Cette quantité se calcule comme suit : production + importations – exportations – utilisations non alimentaires +/- variations des stocks et divisé par le nombre de personnes participantes³.
- e Les estimations issues de l'étude IHH nous servent de cadre de référence commun et facilitent la comparaison entre les différents pays pour lesquels des fiches ont été élaborées dans le cadre du présent projet (toutes les fiches sont disponibles à l'adresse suivante : <https://oceanrisk.earth/>).
- f Estimations calculées sur la base des enquêtes sur la population active et des enquêtes sur les dépenses des ménages, dans le cadre du projet IHH.
- g La pêche à petite échelle est différenciée de la pêche à grande échelle selon une grille de caractérisation, reposant sur divers critères : engins utilisés, caractéristiques des bateaux, activités de pêche, modes de stockage et de conservation des captures, emploi/travail et utilisation des prises. La grille de caractérisation permet d'appliquer une approche normalisée afin de classer et de caractériser les pêches au niveau mondial et régional, tout en couvrant un éventail extrêmement varié d'activités de pêche. La pêche à petite échelle englobe généralement des pratiques de pêche à faible intensité technologique, à faible densité de capital et à forte intensité de main-d'œuvre. Souvent, le terme « artisanal » est utilisé pour désigner la pêche à petite échelle. Dans le contexte de l'étude IHH, le terme « pêche à petite échelle » recouvre l'ensemble de la chaîne de valeur, à savoir les activités en amont, les activités de capture et les activités en aval ; il inclut la pêche vivrière et exclut la pêche de loisir¹⁵.
- h Selon la définition de l'étude IHH, les activités de pêche vivrière, aussi appelée « pêche d'autoconsommation », désignent les activités qui ont été pratiquées au moins une fois au cours des douze derniers mois par des individus de tous sexes et âges en vue de la production et de la transformation de poissons destinés à l'autoconsommation, sans qu'intervienne aucune transaction commerciale. Par définition, ces activités entrent dans la catégorie « pêche à petite échelle » (tableau 2.1 ; dans l'ouvrage référencé à la note 13).
- i Selon les estimations de l'étude IHH, 472 985 personnes appartiennent à un ménage dont au moins un des membres a une activité dans le secteur de la pêche ou pratique la pêche vivrière.
- j Informations communiquées par les coauteurs en Haïti.
- k Informations communiquées par les coauteurs en Haïti.
- l Informations communiquées par les coauteurs en Haïti.
- m Dans le cadre de la préparation de la présente fiche, deux femmes de la ville côtière d'Anse-à-Veau ont raconté leur expérience dans la filière pêche aux coordonnateurs du Haïti Ocean Project (décembre 2024).
- n Les mécanismes de haut niveau pour la promotion des femmes renvoient aux mécanismes ayant statut de ministère ou dirigés par une personne occupant un rang ministériel et participant pleinement aux réunions du conseil des ministres⁴⁴.
- o Dans le cadre de la préparation de la présente fiche, deux femmes de la ville côtière d'Anse-à-Veau ont raconté leur expérience dans la filière pêche aux coordonnateurs du Haïti Ocean Project (décembre 2024).
- p En créole, l'expression leta demisionne transcrit ces défaillances de l'État et les problèmes découlant de la non-protection de la population par l'État, ou le fait que la population ne peut pas compter sur l'État.
- q Voir la page <https://oceanrisk.earth/fact-sheets/#supplementary-material-for-country-fact-sheets> pour consulter les résumés des principales conventions/politiques, ainsi que pour obtenir des informations supplémentaires sur les indicateurs clés.
- r Voir la page <https://oceanrisk.earth/fact-sheets/#supplementary-material-for-country-fact-sheets> pour consulter les résumés des principales conventions/politiques, ainsi que pour obtenir des informations supplémentaires sur les indicateurs clés.
- s Consultés depuis les bases de données suivantes : FAO LEX, ECO LEX et SSF LEX. Les documents encadrant la pêche se déclinent notamment sous forme de politiques, de textes de loi, de plans, de stratégies et de règlements. Tous les documents examinés peuvent être consultés dans la base de données suivante : <https://doi.org/10.5281/zenodo.15098509>.
- t Le potentiel de capture maximum, qui peut également s'envisager comme un équivalent du rendement maximal durable (RMD), désigne les prises maximales exploitables d'une espèce dans l'hypothèse où son aire de répartition géographique et la sélectivité de la pêcherie demeurent inchangées par rapport aux valeurs de référence établies au moment de l'étude (année 2000)⁶¹.
- u Voir la page <https://oceanrisk.earth/fact-sheets/#supplementary-material-for-country-fact-sheets> pour consulter les résumés des principales conventions/politiques, ainsi que pour obtenir des informations supplémentaires sur les indicateurs clés.
- v Différent des méthodes normalisées de l'OCDE, cette méthode consiste à mesurer les décaissements des pays du Comité d'aide au développement (y compris des institutions de l'Union européenne) au profit des pays bénéficiaires. Ce marqueur traduit le montant effectivement alloué, par opposition au montant engagé. Les données originales ont été téléchargées le 17 juin 2024.
- w Les marqueurs du genre sont des outils statistiques qualitatifs utilisés pour consigner les activités de développement ciblant l'égalité de genre parmi leurs objectifs stratégiques. Pour plus d'informations, veuillez consulter la fiche sur les métadonnées et les indices sur notre site Web (<https://oceanrisk.earth/fact-sheets/#supplementary-material-for-country-fact-sheets>).
- x En raison de la détérioration de la situation sociopolitique et sécuritaire en Haïti au cours des cinq dernières années, le projet I-BE, à l'instar de nombreux autres, a subi les effets des retards enregistrés dans les processus décisionnels. À la date de rédaction de la présente fiche, seule l'étude de référence du projet avait été menée.

Bibliographie

1. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (2023) Unlocking the potential of Haiti's fisheries and aquaculture sectors. <https://unctad.org/news/unlocking-potential-haitis-fisheries-and-aquaculture-sectors> (page consultée le 10 mars 2024)
2. Zeller, D., et Pauly, D. (2016) Reconstructing marine fisheries catch data. www.seaaroundus.org (page consultée le 4 décembre 2024)
3. FAO (2025) Consommation de poissons et de produits de la pêche. https://www.fao.org/fishery/fr/collection/global_fish_consump (page consultée le 10 janvier 2025)
4. FAO (2017) Haïti – Profils des pêches et de l'aquaculture par pays. <https://www.fao.org/fishery/fr/facp/HTI?lang=en> (page consultée le 24 mars 2025)
5. Unité Statistique Agricole et Informatique (USAI) (2020) Rapport final du Recensement National de la Pêche Artisanale, Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural
6. Breuil, C. (1999) Haïti : Proposition de politique pour le secteur de la pêche et de l'aquaculture, Définition d'une politique et élaboration d'un plan d'action pour la pêche et l'aquaculture, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
7. Felix, M. (2012) Supply chain analysis for fresh seafood in Haiti, Direction des pêches, Ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural
8. Schwartz, T. (2019) Artisanal Fish Ethnographic Value Chain in Haiti. Schwartz Research Group. <https://timothyschwartzhaiti.com/artisanal-fishing-haiti/> (page consultée le 10 mars 2024)
9. Gachot, S., et Bacaram-Villacis, S. J. (2019) Improving artisanal marine fisheries in Haiti. Sostenibilidad - IADB. <https://blogs.iadb.org/sostenibilidad/en/improving-artisanal-marine-fisheries-in-haiti/> (page consultée le 1er octobre 2024)
10. David, G. (directeur de publication) (2021) La pêche artisanale en Haïti – Small-Scale Fishery in Haiti, IRD Éditions, collection Expertise collective, version bilingue français/anglais, Marseille
11. Damais, G., de Verdilhac, P., Simon, A., et Célestin, D. S. (2007) Étude de la filière pêche en Haïti et propositions de stratégie d'appui au secteur, Institut de Recherche et d'Applications des Méthodes de Développement, Port-au-Prince
12. FAO, Duke University et WorldFish (2023) Illuminating Hidden Harvests : The contributions of small-scale fisheries to sustainable development, FAO, Duke University & WorldFish, Rome, FAO ; Durham, États-Unis d'Amérique, Duke University ; Penang, Malaisie, WorldFish. 10.4060/cc4576en
13. Mancha-Cisneros, M. M., Basurto, X., Funge-Smith, S., et Gorelli, G. (2023) Illuminating Hidden Harvests study approach. In Illuminating Hidden Harvests: the contributions of small-scale fisheries to sustainable development, FAO, Duke University et WorldFish, Rome, FAO ; Durham, États-Unis d'Amérique, Duke University ; Penang, Malaisie, WorldFish
14. Vallès, H. (2015) A snapshot view of the fishery associated with Fish Aggregating Devices (FADs) in selected communes of the Southeast, South and Grande Anse Departments, Haïti
15. Funge-Smith, S., Basurto, X., Gutierrez, N. L., et Snyder, H. (2023) The challenge of defining small-scale fisheries: determining scale of operation by identifying general fisheries characteristics. In Illuminating Hidden Harvests: the contributions of small-scale fisheries to sustainable development, FAO, Duke University et WorldFish, Rome, FAO ; Durham, États-Unis d'Amérique, Duke University ; Penang, Malaisie, WorldFish
16. Ferguson, J. A., Girault, C. A., MacLeod, M. J., et Lawless, R. (2024) Haïti. Encyclopedia Britannica. <https://www.britannica.com/place/Haiti> (page consultée le 30 septembre 2024)
17. Schwartz, T. (2019) Gender and the Fish Market Chain in Haiti. Schwartz Research Group. <https://timothyschwartzhaiti.com/gender-and-fish-value-chain-in-haiti/> (page consultée le 10 mars 2024)
18. Miller, J. W. et Célestin, W. (2017) Feasibility study for a fishing gear exchange program. Three-Bay National Park. NE Haïti, The Nature Conservancy
19. Louis Charles, B. (2019) Analyse des systèmes de production et de commercialisation des poissons et fruits de mer dans les communes d'Aquin et des Cayes. Mémoire de fin d'études agronomiques, Faculté d'Agronomie et de Médecine Vétérinaire (FAMV) de l'Université d'État d'Haïti (UEH)
20. Miller, C. et Célestin, W. (2018) Identification des créneaux potentiels de la filière pêche du Parc National des Trois-Baies, Commercialisation du poisson, ANAP/BID
21. Anderson, J. (2021) Report on conservation and trade of the American eel *Anguilla rostrata* in Haiti, Commission océanographique intergouvernementale (COI), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Les Cayes, Haïti
22. Duquereste, L. (2024) The Hidden Side of the Eel Trade in Haiti. AyiboPost. <https://ayibopost.com/the-hidden-side-of-the-eel-trade-in-haiti/> (page consultée le 18 décembre 2024)
23. del Cid, M. (2023) Autoridades de RD luchan contra el contrabando de anguila desde Haïti. Diario Libre. <https://www.diariolibre.com/planeta/medioambiente/2023/05/02/codopesca-lucha-contra-el-contrabando-de-anguila-desde-haiti/2303132> (page consultée le 18 décembre 2024)
24. van Wetering, K. (2009) Pa Kite M Deyo! Don't Leave Me Out! Haitian women demand their right to participate in public affairs. In Women's Leadership and Participation: Case studies on learning for action, pp. 19–29, Practical Action Publishing Ltd en association avec Oxfam GB, Rugby, Royaume-Uni
25. Banque mondiale (2007) Social resilience and state fragility in Haiti, A World Bank Country Study, Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale, Washington D.C., États-Unis d'Amérique. <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/880861468035037608/Social-resilience-and-state-fragility-in-Haiti> (page consultée le 3 octobre 2024)
26. The Haitian Revolution (2014) In Our Time. <https://www.bbc.co.uk/programmes/b04lsqgs> (page consultée le 30 septembre 2024)
27. Schwartz, T. (2015) Explaining Gender in Haiti: Review of the Literature. Schwartz Research Group. <https://timothyschwartzhaiti.com/haiti-gender-review-of-the-literature/> (page consultée le 2 octobre 2024)
28. USAID/Haïti (2020) Gender equality and women's empowerment: Fact sheet. https://www.usaid.gov/sites/default/files/2022-05/USAID_Haiti_Gender_Equality_and_Womens_Empowerment_Fact_Sheet_-_January_2020.pdf (page consultée le 2 octobre 2024)
29. N'Zengou-Tayo, M.-J. (1998) 'Fanm Se Poto Mitan : Haitian Woman, the Pillar of Society. Feminist Review. 59, 118–142
30. Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (2014), Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes : Huitième et neuvième rapports périodiques des États parties attendus en 2014, Nations Unies. <https://docs.un.org/fr/CEDAW/C/HTI/8-9> (page consultée le 19 août 2024)
31. Schwartz, T. T. (2016) Polygyny in Haiti. Schwartz Research Group. <https://timothyschwartzhaiti.com/polygyny-in-haiti/> (page consultée le 26 septembre 2024)
32. Schwartz, T. (2023) Just What is a Madan Sara. Schwartz Research Group. <https://timothyschwartzhaiti.com/just-what-is-a-madan-sara/> (page consultée le 3 octobre 2024)
33. Mérancourt, W. et Coletta, A. (2024) 'Collective rapes' surge as weapon in Haiti's gang war. The Washington Post. <https://www.washingtonpost.com/world/2024/01/29/haiti-gang-violence-rape/#> (page consultée le 30 septembre 2024)
34. Fonds des Nations Unies pour l'enfance (2023) La Situation des enfants dans le monde 2023 : Pour chaque enfant, des vaccins, UNICEF Innocenti – Centre mondial de la recherche et de la prospective, Florence, Italie
35. Parline UIP (2024) Haïti | Chambre des députés. Parline UIP : Données mondiales sur les parlements nationaux. <https://data.ipu.org/fr/parliament/HT/HT-LC01/> (page consultée le 19 août 2024)
36. Parline UIP (2024) Pourcentage de femmes dans les parlements nationaux. Parline UIP : Données mondiales sur les parlements nationaux. <https://data.ipu.org/fr/women-ranking/> (page consultée le 19 août 2024)

37. Anon. Constitution de la République d'Haïti, 1987. <https://www.wipo.int/wipolex/fr/text/494494> (page consultée le 30 septembre 2024)
38. Buschschlüter, V. (2024) Haiti gangs: The spiralling power of criminal groups. BBC News. <https://www.bbc.com/news/world-latin-america-68466563> (page consultée le 19 août 2024)
39. Sullivan, B. (2023) As its only remaining elected officials depart, Haiti reaches a breaking point. NPR. <https://www.npr.org/2023/01/18/1149556481/haiti-last-elected-official-political-crisis> (page consultée le 3 octobre 2024)
40. Parline UIP (2024) Haïti | Sénat. Parline UIP : Données mondiales sur les parlements nationaux. <https://data.ipu.org/fr/parliament/HT/HT-UC01/> (page consultée le 3 octobre 2024)
41. Anon. Towards genuine application of the gender quota in Haiti: the importance of strengthening the capacity of women in political parties. International IDEA. <https://www.idea.int/news/towards-genuine-application-gender-quota-haiti-importance-strengthening-capacity-women> (page consultée le 1er octobre 2024)
42. Anon. Pascal-Trouillot, Ertha (1943-). Encyclopedia.com. <https://www.encyclopedia.com/humanities/encyclopedias-almanacs-transcripts-and-maps/pascal-trouillot-ertha-1943> (page consultée le 10 janvier 2025)
43. Groupe de la Banque mondiale (2024) La Banque mondiale en Haïti. Présentation. Banque mondiale. <https://www.banquemonde.org/fr/country/haiti/overview> (page consultée le 3 octobre 2024)
44. Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) (2019) Regional report on the review of the Beijing Declaration and Platform for Action in Latin American and Caribbean countries, 25 years on (LC/CRM.14/4), Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), Santiago, Chili
45. Macphail, B., Rivelli, F., Bello, G. M., and Contreras-Urbina, M. (2023) Comment promouvoir les services de prévention et de réponse aux violences basées sur le genre en Haïti? Blogs de la Banque mondiale. <https://blogs.worldbank.org/fr/latinamerica/comment-promouvoir-les-services-de-prevention-et-de-reponse-aux-violences-basees-sur> (page consultée le 26 septembre 2024)
46. Institute for Justice and Democracy in Haiti (2024) Les organisations de défense des droits humains et féministes exigent la pleine participation des femmes à la transition d'Haïti. https://www.ijdh.org/press_release/human-rights-and-feminist-advocates-demand-full-participation-of-women-in-haitis-transition/ (page consultée le 3 octobre 2024)
47. Organisation panaméricaine de la Santé (2024) Violences Basées sur le Genre : l'OPS/OMS soutient les survivantes dans les sites de déplacés en Haïti. <https://www.paho.org/fr/nouvelles/3-6-2024-violences-basees-sur-le-genre-lopsoms-soutient-les-survivantes-dans-les-sites> (page consultée le 3 octobre 2024)
48. Anon. (s.d.) In the Face of Violence, UNFPA Intensifies Efforts to Protect Women and Girls in Haiti. UNFPA-Haiti. <https://haiti.unfpa.org/en/news/face-violence-unfpa-intensifies-efforts-protect-women-and-girls-haiti> (page consultée le 2 octobre 2024)
49. UNICEF (2022) Increase in violence and resurgence of cholera in Haiti may leave more than 2.4 million children unable to return to school. UNICEF : Latin American and the Caribbean. <https://www.unicef.org/lac/en/press-releases/increase-in-violence-and-resurgence-cholera-in-haiti-may-leave-more-2.4-million-children-unable-to-return-to-school> (page consultée le 16 septembre 2024)
50. Human Rights Watch (2023) Haiti: Events of 2023. <https://www.hrw.org/world-report/2024/country-chapters/haiti> (page consultée le 7 septembre 2024)
51. Beauvais, A. (2023) The Cost of Legalizing Abortion in Haiti. <https://www.thenation.com/article/world/abortion-in-haiti-challenges/> (page consultée le 2 octobre 2024)
52. Anon. (s.d.) What is Restavek? Restavek Freedom. <https://restavekfreedom.org/what-is-restavek/> (page consultée le 18 décembre 2024)
53. Anon. (2009) UN human rights expert condemns child 'slavery' in Haiti. ONU Info. <https://news.un.org/en/story/2009/06/302902> (page consultée le 18 décembre 2024)
54. DataBank du Groupe de la Banque mondiale : indicateurs du développement dans le monde. <https://databank.worldbank.org/reports.aspx?source=2&country=HTI#> (page consultée le 17 décembre 2024)
55. Trading Economics Haiti: Urban Population. <https://tradingeconomics.com/haiti/urban-population-wb-data.html> (page consultée le 17 décembre 2024)
56. HCDC (s.d.). Base de données relative aux organes conventionnels de l'ONU : Statut de ratification, présentation des rapports et documentation pour Haïti. https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/TreatyBodyExternal/Countries.aspx?Lang=fr (page consultée le 14 janvier 2025)
57. Organisation des États américains (OEA) (s.d.) Statut des signatures et ratifications : Convention interaméricaine pour la prévention, la sanction et l'élimination de la violence contre la femme (Convention de Belém do Pará). <https://www.oas.org/en/mesecvi/docs/BelemDoPara-FRANCAIS.pdf> (page consultée le 14 janvier 2025)
58. OCDE Social Institutions & Gender Index Dashboard. <https://www.oecd.org/en/data/dashboards/social-institutions-gender-index.html> (page consultée le 14 janvier 2025)
59. PNUD, rapports sur le développement humain (2024), indice d'inégalité de genre. Rapports sur le développement humain. <https://hdr.undp.org/data-center/thematic-composite-indices/gender-inequality-index> (page consultée le 14 janvier 2025)
60. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (2022) Harnessing fishery resources for socioeconomic development : Lessons for Angola and Haiti. <https://unctad.org/publication/harnessing-fishery-resources-socioeconomic-development-lessons-angola-and-haiti> (page consultée le 16 septembre 2024)
61. Cheung, W. L., Reygondeau, G., Wabnitz, C. C. C., Tamburello, N., Singh-Renton, S., et Joseph, A. (2019) Climate Change Effects on Caribbean Marine Ecosystems and Fisheries: National Projections for 6 Pilot Countries: Jamaica, Haiti, Dominica, St. Lucia, St. Vincent and The Grenadines, and Grenada, Caribbean Regional Fisheries Mechanism (CRFM), Belize
62. Shirashi, H., et Kaifu, K. (2024) Early warning of an upsurge in international trade in the American Eel. Marine Policy. 159, 105938
63. Hedges, S. B., Cohen, W. B., Timyan, J., et Yang, Z. Haiti's biodiversity threatened by nearly complete loss of primary forest. PNAS. 115, 11850–11855
64. Banque mondiale (2021). Portail des connaissances sur le changement climatique : Haïti. <https://climateknowledgeportal.worldbank.org/> (page consultée le 3 octobre 2024)
65. Canavire-Bacarrea, G., Carrasco, N., et Recalde-Ramírez, L. (2023) Les liens entre pauvreté et préparation aux catastrophes en Haïti. Blogs de la Banque mondiale. <https://blogs.worldbank.org/fr/voices/liens-entre-pauvrete-et-preparation-aux-catastrophes-en-haiti> (page consultée le 16 septembre 2024)
66. Blasiak, R., Spijkers, J., Tokunaga, K., Pittman, J., Yagi, N., et Österblom, H. (2017) Climate change and marine fisheries: Least developed countries top global index of vulnerability. PLoS ONE. 12, e0179632
67. OCDE (2024) GenderMarkers: Aid activities targeting gender equality and women's empowerment (répliqué dans le cloud). [https://data-explorer.oecd.org/vis?pg=0&bp=true&snb=82&tm=gender&df\[ds\]=dsDisseminateFinalCloud&df\[id\]=DSD_GNDR%40DF_GENDER&df\[ag\]=OECD.DCD.FSD&df\[vs\]=1.3&dq=DAC_EC..1000.2.0%2B1%2B2%2B10%2B99.C.Q_T.&lo=LASTNPERIODS&lo=2&to\[TIME_PERIOD\]=false](https://data-explorer.oecd.org/vis?pg=0&bp=true&snb=82&tm=gender&df[ds]=dsDisseminateFinalCloud&df[id]=DSD_GNDR%40DF_GENDER&df[ag]=OECD.DCD.FSD&df[vs]=1.3&dq=DAC_EC..1000.2.0%2B1%2B2%2B10%2B99.C.Q_T.&lo=LASTNPERIODS&lo=2&to[TIME_PERIOD]=false) (page consultée le 14 janvier 2025)
68. Carrasbal, J. I. C. (2022) Le FIDA finance un projet de protection de l'environnement en Haïti et d'amélioration des moyens d'existence des petits exploitants agricoles et des pêcheurs artisanaux. FIDA. <https://www.ifad.org/fr/w/actualites/le-fida-finance-un-projet-de-protection-de-l-environnement-en-haiti-et-d-amelioration-des-moyens-d-existence-des-petits-exploitants-agricoles-et-des-pecheurs-artisanaux> (page consultée le 10 mars 2024)
69. Pierre, N. W. (2024) Rapport du diagnostic des organisations de pêcheurs de l'Aire Protégée des Ressources Naturelles Gérée des Trois Baies, Projet d'Économie Bleue Inclusive (I-BE) en Haïti. IDA/MARNDR/UTE
70. Geraud, A. (2019) An innovative approach to support fishers' associations in Haiti: moving from grants to co-financing! Sostenibilidad. <https://blogs.iadb.org/sostenibilidad/en/an-innovative-approach-to-support-fishers-associations-in-haiti-moving-from-grants-to-co-financing/> (page consultée le 28 octobre 2024)
71. Jeanniton, J. E. (2023) Rapport d'évaluation finale, Programme de Développement de la Pêche Artisanale (PDPA). HA-L1096. Don 3492/GR-HA
72. MCI-CIR (2024) Rapport d'achèvement du projet de renforcement des capacités productives et commerciales dans les filières pêche maritime et sel marin, Ministère du Commerce et de l'Industrie / Cadre Intégré Renforcé
73. Peace Winds America (2024) Livelihoods Program for Fishermen in Southern Haiti. Peace Winds America. <https://peacewindsamerica.org/livelihoods-program-fishermen-southern-haiti/> (page consultée le 28 octobre 2024)



Environment and
Climate Change Canada

Environnement et
Changement climatique Canada



THE UNIVERSITY OF BRITISH COLUMBIA
Institute for the Oceans and Fisheries